

J'ai vu à la banque un homme qui avait une obligation de \$10,000 à convertir. Il en a coûté au gouvernement \$350, y compris \$51 d'intérêt accumulé, pour changer ce titre à 3 p. 100 en une obligation à 4½ p. 100. Autrement dit, la prime était de \$250 et la commission à la banque, de \$100. Le gouvernement a donc payé \$350 pour échanger une obligation, sur laquelle il avait à verser \$300 par an d'intérêts, en une autre obligation, sur laquelle il devrait dorénavant verser \$450 d'intérêts, soit une augmentation de 50 p. 100.

Le marché devint surchargé d'obligations, et je crois savoir que la plupart des gens à revenu modeste ont échangé les leurs. Ce n'a pas été le cas des grandes sociétés de placement. Comme ces grandes entreprises n'ont pas échangé leurs obligations, à l'encontre de ce qu'a fait la Caisse d'assurance-chômage, elles ont été en mesure d'attendre le taux d'intérêt plus élevé qu'elles pouvaient obtenir de trucs et de bons du Trésor.

Le ministre des Finances et le premier ministre nous ont dit qu'il était patriotique de convertir ces obligations. Le premier ministre a déclaré qu'il en résulterait de plus nombreuses et de meilleures possibilités d'emploi. Ils ont affirmé tous deux que les provinces et les municipalités seraient ainsi en mesure d'emprunter à des conditions plus avantageuses. Ils ont même annoncé que tout le monde pourrait se procurer de l'argent à meilleur marché. Nous, qui siégeons de ce côté-ci de la Chambre, avons maintenu que c'est le contraire qui arriverait. Nous avons affirmé que l'opération coûterait davantage aux provinces et aux municipalités; qu'elle reviendrait plus cher aux milieux d'affaires; qu'elle provoquerait la stagnation de notre économie et de l'emploi. Personne, certes, ne prétendra qu'il n'en a pas été ainsi. Étant donné que le ministre, nous ne l'ignorons pas, aurait besoin de nouveaux fonds au moment de l'emprunt de conversion, ce n'était pas difficile à prévoir. Il ne fallait pas être clairvoyant ni posséder une boule de cristal pour faire ce pronostic; il n'était pas nécessaire, non plus, d'être économiste; il suffisait d'user de bon sens. Je suis étonné que le ministre lui-même ne l'ait pas vu.

M. McGee: Le député me permettra-t-il de lui poser une question?

M. McMillan: Il se trompe généralement. Je sais qu'à deux reprises il a annoncé qu'il y aurait un excédent, mais il s'est trompé les deux fois. Je n'ai nul désir de me lancer dans une discussion avec le député de Greenwood (M. Macdonnell) sur la question de savoir s'il avait absolument tort ou pas du tout, mais, en tout cas, ces deux fois-là, il s'est trompé.

Le service de notre dette a augmenté de 200 millions de dollars en 1958, et si l'on y inclut les primes et commissions supplémentaires, le montant total de l'intérêt supplémentaire à l'égard des trois dernières années atteint 600 millions de dollars. L'intérêt supplémentaire représente plus de \$500,000 par jour, et atteint même presque \$600,000.

Au moment de la vente à haute pression de l'emprunt de conversion, j'ai prédit que notre facture d'intérêts supplémentaires atteindrait, simplement par suite de cet emprunt, 64 millions de dollars par an. J'ai presque fait mouche. Je suis toutefois resté un peu au-dessous du chiffre réel, parce que je n'ai pas tenu compte du coût de l'impression, des primes et commissions, qui l'ont fait monter davantage.

A propos de l'intérêt supplémentaire sur l'emprunt de conversion, j'ai dit, le 4 septembre 1958, que ce supplément d'intérêt que le ministre des Finances imposait à la population du Canada aurait permis de construire cent Imprimeries publiques, une tous les trois mois, pendant toute la prochaine génération, ou une à presque tous les milles d'ici à Montréal. Tout ce que je puis dire, c'est que j'ai sous-estimé à ce moment-là le chiffre réel.

L'emprunt de conversion nous a pris au piège. C'est un piège fabriqué par le gouvernement lui-même. Si onéreux qu'ait été l'emprunt de conversion, il est encore bon marché pour qui tient compte des manœuvres et des contorsions auxquelles on a dû recourir pour échapper aux conséquences de l'emprunt. Je dis que le gouvernement ne s'en tirera jamais, et nous savons, si l'on commence à parler d'imprimerie publique,—question qui était très à l'ordre du jour à ce moment-là,—que le ministre aurait certes pu faire construire 36 imprimeries publiques avant que l'encre sèche sur la dernière obligation vendue.

Un mot au sujet du chômage. Tout cela a eu de sérieuses conséquences pour notre économie. Bon nombre de chômeurs sont aux prises avec de graves difficultés financières. Dans beaucoup de cas, leur assurance-chômage est épuisée et ils émargent maintenant à l'assistance sociale. Le montant des prestations d'assistance sociale est insuffisant et varie d'une municipalité à l'autre. Je lis beaucoup de choses sur le triste sort de bon nombre de chômeurs dans la région qui est celle du ministre, le grand Toronto. On peut se renseigner là-dessus dans n'importe quel journal torontois. Les assistants sociaux de Toronto déclarent, que l'aide qu'ils peuvent fournir est insuffisante. Ils racontent comment certains vont d'une agence sociale à l'autre pour obtenir l'aide nécessaire à leurs familles. Ce n'est certainement pas assez pour